

HIGH-TECH  
& MEDIASen  
pixelsWizzup, l'appli  
de jeu télévisé  
de M6, s'arrête

Lancée en fin d'année, l'application de quiz sur mobile de M6 s'arrête. Wizzup avait été créée avec Quidol, l'un des pionniers en France. La plupart des acteurs français espéraient le succès de l'américain HQ Trivia, mais ils ont tous dû changer de modèle ou fermer.

Anne-Gabrielle  
Heilbronner  
proposée au board  
d'Orange

La nomination de l'actuelle secrétaire générale de Publicis, Anne-Gabrielle Heilbronner (photo), au conseil d'administration de l'opérateur sera proposée lors de l'assemblée générale du 21 mai prochain. Le mandat de Mouna Sepehri ne sera pas renouvelé.

19

**PARTENAIRES EUROPEENS**  
dont cinq médias en France (« Le Monde », l'AFP, « Libération », « 20 minutes », France 24) s'allient pour créer une plate-forme de fact-checking sur les élections européennes.

INTERVIEW // HENRI SEYDOUX Président-fondateur de Parrot

## 480 cadres attaquent Gemalto en justice

## NUMÉRIQUE

Un tiers des cadres du spécialiste de la sécurité numérique et des cartes à puce attaquent leur employeur aux prud'hommes.

Leïla de Comarmond

@leiladeco

et Fl. D.

Il n'arrive pas souvent qu'un cadre en poste traîne son employeur en justice, mais c'est encore plus rare quand il y en a plusieurs centai-

nes... C'est pourtant ce que Thales va trouver dans la corbeille de la mariée en rachetant Gemalto.

Lundi, M<sup>e</sup> Emmanuel Mauger a en effet déposé 480 dossiers devant le conseil de prud'hommes de Boulogne-Billancourt contre le spécialiste de la sécurité numérique et des cartes à puce.

Le litige porte sur le calcul de la part variable versée en mars 2016 à deux tiers des cadres de l'entreprise en France et plus précisément sur la partie liée aux objectifs financiers. L'enjeu n'est pas mineur puisque cette partie représente un tiers du total. Le « Gemalto incentive plan » la fonde sur le niveau du « profit from operation »

(bénéfice d'exploitation), sans plus de précision.

En 2016, la règle était la suivante : cette part était perçue en totalité par les cadres concernés par le plan si le bénéfice d'exploitation au niveau du groupe atteignait, en 2015, 450 millions d'euros. Et elle se réduisait en sifflet de moitié à 415 millions d'euros. En deçà de ce seuil, son montant était nul.

En 2015, le bénéfice d'exploitation publié par Gemalto a atteint 423 millions d'euros. Mais l'entreprise a refusé de verser aux cadres concernés les 61,4 % de la part variable liée aux résultats financiers, correspondant à plusieurs milliers d'euros pour chacun.

« Ce mouvement intervient dans un contexte de désaveu général envers la direction et la DRH de l'entreprise, après un PSE massif. »

ANNE BOBIN  
Déléguee syndicale CFE-CGC

Pour la direction, l'objectif ne pouvait être considéré comme atteint que si le bénéfice d'exploitation excédait toujours 415 millions d'euros, non pas avant, mais après le versement des bonus. « Les bonus sont un coût comme un autre », explique aux « Echos » Philippe Vallée, le directeur général de l'entreprise, qui a cependant spécifié ce mode de calcul particulier dans les accords pour les années suivantes.

## Un précédent en décembre

Les 480 requêtes s'appuient sur un précédent : six cadres ont joué les poissons pilotes et déjà gagné aux prud'hommes en décembre sur le sujet. Gemalto ayant fait appel, les

nouveaux dossiers vont être joints aux précédents. « 44 % des cadres qui ont ce type de bonus ont décidé d'aller en justice, soit un cadre de Gemalto France sur trois », explique, elle-même surprise de ce succès, Anne Bobin, la déléguée syndicale du site de Meudon CFE-CGC, le syndicat à l'origine de l'initiative. « Ce mouvement intervient dans un contexte de désaveu général envers la direction et la DRH de l'entreprise, après un PSE [plan de sauvegarde de l'emploi, NDLR] massif », alors que l'OPA en cours de Thales est a contrario « bien perçue par les salariés », souligne la syndicaliste. Si Gemalto perd son procès, la facture pourrait dépasser le million d'euros. ■